

**BOURET (M. Henri), Député du département des Côtes-du-Nord.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Interventions :**

Participe à la discussion des propositions de loi relatives à l'élection des Députés; Art. premier : *Ses explications de vote* [30 septembre 1946] (A., p. 4291).

**BOURGES-MAUNOURY (M. Maurice), Député du département de la Haute-Garonne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554). = Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [25 septembre 1946] (p. 4024).

**BOUTARENE (M. Kadda), Député du département d'Oran, territoire d'Aïn-Sefra (Collège des électeurs français musulmans non-citoyens).**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). = Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555); — de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

**BOUVIER-O'COTTEREAU (M. Jean), Député du département de la Mayenne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946]

(p. 2554); de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*); de la Commission de la comptabilité (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à revatoriser les pensions et retraites des mutilés, anciens combattants, veuves, ascendants et orphelins de la guerre, n° 5. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des Français non producteurs des villes et des campagnes, n° 125. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, en attendant la mise en vigueur de la loi portant généralisation de la sécurité sociale, à prendre les mesures nécessaires en vue de l'attribution d'une allocation d'attente à tous les Français et Françaises, âgés de plus de 65 ans, ne bénéficiant pas de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et dont les ressources sont inférieures aux chiffres prévus pour l'attribution de cette dernière allocation, n° 136. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la création d'une formation spéciale regroupant les parachutistes-agents de mission, n° 145. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs des pertes subies du fait des actes de l'ennemi ou des troupes alliées pendant la guerre 1939-1945, n° 487. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté à l'industrie et au commerce de la mégisserie, n° 493. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des banques populaires, caisses de crédit, les sommes nécessaires aux prêts spéciaux des prisonniers, déportés et F.F.L. anciens combattants, n° 494. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener aux conditions normales le taux d'extraction de la farine de blé, n° 495. — Le 20 août 1946, une proposition de loi portant organisation de la profession d'architecte et réglant le port du titre d'architecte, n° 496. — Le 27 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les franchises et les droits d'alcool, afin d'améliorer le régime des appellations contrôlées,